

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 3–6 juin 2013**

## **PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2013/9-B/1**  
17 mai 2013  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE 200532**

### **Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes**

Nombre de bénéficiaires	2 393 000
Durée du projet	2 ans (1 <sup>er</sup> juillet 2013–30 juin 2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	206 806 tonnes
<b>Coût (en dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	136 945 056
Coût total pour le PAM	199 896 630

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMB\*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, OMB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645/2558).

\* Bureau régional de Bangkok (Asie)

## RÉSUMÉ

La République populaire démocratique de Corée, dont la population compte 24,5 millions d'habitants, est restée à l'écart de la mondialisation et du développement économique pour diverses raisons. Chaque année, les inondations, les pluies torrentielles, les typhons et les sécheresses menacent des vies humaines, mettent en péril les moyens de subsistance et provoquent une érosion des sols, des glissements de terrain et des dégâts aux infrastructures. Le pays ne produit pas suffisamment de vivres, possède peu de stocks alimentaires d'urgence et dispose de maigres réserves en devises pour acheter des denrées sur le marché international. Les chocs qui touchent la production agricole se répercutent aussitôt sur les disponibilités alimentaires.

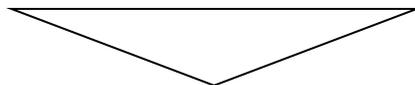
D'après l'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire menée en 2012, on estime que la production céréalière, en hausse pour la deuxième année consécutive, a atteint 4,9 millions de tonnes en 2012/2013. On s'attend toutefois à ce que les besoins en céréales s'élèvent à 5,4 millions de tonnes, d'où un déficit de 507 000 tonnes pour la campagne 2012/2013. Le Gouvernement envisage cependant d'importer 300 000 tonnes de produits alimentaires, ce qui permettrait de ramener le déficit net à 207 000 tonnes, le niveau le plus bas depuis de nombreuses années. Néanmoins, 3,5 millions de personnes, dont 2,8 millions dans les provinces du nord et de l'est du pays, restent exposées à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition, et continuent d'avoir besoin d'une assistance.

L'enquête nationale de 2012 sur la nutrition faisait état d'une légère baisse de la malnutrition chronique depuis l'enquête en grappes à indicateurs multiples réalisée en 2009. On constate cependant des variations selon les provinces, la prévalence du retard de croissance culminant à 40 pour cent dans le Nord-Est. L'enquête fait également apparaître une diminution de la prévalence de la malnutrition aiguë, passée de 5,2 pour cent à 4,0 pour cent au cours de la même période; ce recul est prometteur, mais la présence de facteurs aggravants tels que l'insécurité alimentaire touchant les enfants vulnérables appelle à ne pas relâcher l'attention portée à la nutrition.

Dans la logique du Cadre stratégique établi par les Nations Unies pour le pays, l'objectif de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200532 est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes et dans les régions montagneuses, surtout pour les enfants et les femmes, notamment en fournissant des aliments enrichis produits localement. L'intervention vise également à aider le Gouvernement à se préparer aux catastrophes naturelles et à y faire face.

La lettre d'entente signée par le Gouvernement et le PAM devrait permettre d'instaurer des conditions opérationnelles propices analogues à celles réunies pour l'intervention prolongée de secours et de redressement 200114 (2010–2013) et l'opération d'urgence 200266 (2011-2012).

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement République populaire démocratique de Corée 200532, "Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes" (WFP/EB.A/2013/9-B/1), qui est proposée.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## ANALYSE DE LA SITUATION

### Contexte

1. L'économie de la République populaire démocratique de Corée, qui est aux mains de l'État, est entièrement planifiée par le Gouvernement, qui contrôle et répartit l'accès à l'alimentation, au logement, aux soins de santé et à l'éducation des 24,5 millions d'habitants que compte le pays<sup>1</sup>. Pour diverses raisons, celui-ci est resté à l'écart de la mondialisation et du développement économique, et les échanges et les investissements internationaux sont limités, en application des sanctions imposées par les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.
2. Les résultats économiques obtenus ces six dernières années par la République populaire démocratique de Corée sont médiocres: le produit intérieur brut a augmenté de 3 pour cent au total, ce qui correspond à une croissance annuelle de 0,4 pour cent<sup>2</sup>. La Chine, qui est aujourd'hui le premier investisseur étranger, est principalement présente dans les infrastructures (mines, routes, voies ferrées, etc.)<sup>3</sup>. Cet essor des échanges avec la Chine devrait se poursuivre.
3. Chaque année, les inondations, les pluies torrentielles, les typhons et les sécheresses menacent des vies humaines, mettent en péril les moyens de subsistance et provoquent une érosion des sols, des glissements de terrain et des dégâts aux infrastructures. Le pays ne produit pas suffisamment de vivres pour nourrir sa population, possède peu de stocks alimentaires d'urgence et dispose de maigres réserves en devises pour acheter des denrées sur le marché international. Par voie de conséquence, les chocs, même mineurs, ont des répercussions considérables sur la production agricole et les disponibilités alimentaires. Même une perturbation limitée de l'approvisionnement alimentaire habituel peut avoir de lourdes conséquences.

### Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

4. Le secteur agricole a obtenu des résultats en dents de scie, même si, au total, les rendements ont progressé au cours des deux dernières années. Le rendement de la principale récolte de paddy s'élevait à environ 8 tonnes par hectare dans les années 80, mais on estime aujourd'hui qu'il a diminué de moitié en raison du manque d'intrants agricoles et d'une mécanisation insuffisante. Les sanctions et la pénurie de réserves en devises ont empêché le pays d'importer des intrants agricoles en quantité suffisante alors que, la production nationale d'engrais ayant reculé, pour ne plus couvrir que 10 pour cent des besoins, l'agriculture est encore plus tributaire des engrais importés.
5. Selon les estimations de la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire menée conjointement en 2012 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, la production céréalière, en hausse pour la deuxième année consécutive, devrait être de 4,9 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013. On s'attend toutefois à ce que les besoins en céréales s'élèvent à 5,4 millions de tonnes, d'où

<sup>1</sup> Bureau central de la statistique. 2009. *DPRK Population Census. National Report*. Pyongyang. Disponible à l'adresse suivante:

[http://unstats.un.org/unsd/demographic/sources/census/2010\\_PHC/North\\_Korea/Final%20national%20census%20report.pdf](http://unstats.un.org/unsd/demographic/sources/census/2010_PHC/North_Korea/Final%20national%20census%20report.pdf).

<sup>2</sup> Economist Intelligence Unit. 2012. *Country Report: North Korea*. Londres.

<sup>3</sup> S'y ajoutent quelques investissements de la République de Corée et des investissements modestes consentis par le secteur privé.

un déficit de 507 000 tonnes pour 2012/2013. Le Gouvernement envisage cependant d'importer 300 000 tonnes de produits alimentaires, ce qui permettrait de ramener le déficit net à 207 000 tonnes, le niveau le plus bas depuis de nombreuses années.

6. Alors que la dernière récolte céréalière en date a été très prometteuse, la production de soja a reculé de 30 pour cent. Cette baisse est particulièrement préoccupante, car la production locale d'huile de soja et de pâte de haricots est la principale source de protéines et de lipides. Sur une population de personnes vulnérables estimée à 3,5 millions, 2,8 millions de personnes vivant dans les provinces du nord et de l'est du pays sont très fragiles et nécessitent une assistance permanente (enfants, femmes enceintes, mères allaitantes, personnes âgées ou handicapées et malades chroniques).
7. Dans le cadre du système public de distribution de vivres institué par la République populaire démocratique de Corée, le Ministère des acquisitions et de l'administration de l'alimentation détermine la taille des rations de céréales, d'huile de cuisine et de légumes secs en fonction des estimations relatives à la production et des importations prévues, et les répartit dans l'ensemble de la population. Les céréales sont fournies dans les centres publics de distribution et les produits non céréaliers, dans les magasins d'État.
8. Les consommateurs se répartissent en deux grandes catégories: les membres des fermes coopératives (30 pour cent) et les allocataires du système public de distribution de vivres (70 pour cent). Dans cette seconde catégorie, 3 pour cent sont prioritaires: le personnel des forces armées et les travailleurs employés dans les industries extractives, les carrières et le bâtiment. Les centres publics de distribution, qui fournissent des céréales une fois par mois, sont les principales sources d'approvisionnement des allocataires du système public de distribution de vivres.
9. Au moment des récoltes, les membres des fermes coopératives reçoivent une allocation annuelle de céréales de 219 kilogrammes par personne en moyenne; ils sont généralement mieux protégés en cas de crise de la production alimentaire que les ménages dépendant du système public de distribution. Les groupes prioritaires reçoivent une ration quotidienne de 700 grammes par personne et par jour.
10. La ration accordée aux ménages dépendant du système public de distribution varie selon les disponibilités. La ration moyenne pour l'année 2011 était de 268 grammes par personne et par jour, soit une quantité jugée très faible. Pour 2012, le volume des rations s'est amélioré pour atteindre en moyenne 375 grammes par personne et par jour; cependant, cela reste très inférieur à l'objectif de 573 grammes par personne et par jour fixé par le Gouvernement.
11. Dans les zones urbaines, les allocataires du système public de distribution qui ne possèdent pas de jardin potager et n'ont pas de parents travaillant dans une ferme coopérative sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire, surtout pendant la saison de soudure allant d'avril à septembre. Pour survivre, les ménages urbains et ruraux font appel à la solidarité familiale, collectent des aliments dans la nature, diminuent les portions et ajoutent de l'eau aux aliments.

12. L'enquête nutritionnelle nationale de 2012 fait apparaître un recul de la prévalence du retard de croissance, dont le taux est passé de 32,4 pour cent en 2009<sup>4</sup> à 27,9 pour cent en 2012<sup>5</sup>. On observe toutefois des variations selon les régions: dans les provinces de Ryanggang, de Hamgyong du Nord et Hamgyong du Sud, le retard de croissance est bien supérieur à la moyenne nationale (voir le tableau 1)<sup>6</sup>. Les facteurs aggravants sont la pénurie de médicaments, la précarité de l'approvisionnement en eau, le manque d'assainissement et d'hygiène, et l'insuffisance des apports en nutriments.

<b>TABLEAU 1: PRÉVALENCE DU RETARD DE CROISSANCE, DE L'ÉMACIATION ET DE L'INSUFFISANCE PONDÉRALE, PAR PROVINCE* (en %)</b>			
	<b>Retard de croissance</b>	<b>Émaciation</b>	<b>Insuffisance pondérale</b>
<b>Moyenne nationale</b>	<b>27,9</b>	<b>4,0</b>	<b>15,2</b>
<b>Province</b>			
Ryanggang	39,6	6,1	20,0
Hamgyong du Nord	28,7	4,8	16,4
Hamgyong du Sud	32,9	4,3	18,6
Kangwon	28,6	4,7	18,7
Chagang	33,3	5,7	16,5
Pyongan du Nord	29,4	3,8	17,1
Pyongan du Sud/Nampo	25,8	3,6	13,0
Hwanghae du Nord	28,7	4,4	14,6
Hwanghae du Sud	25,6	3,3	14,6
Pyongyang	19,6	2,3	10,0

\* Bureau central de la statistique/UNICEF. 2012. *DPRK: Preliminary Report of the National Nutrition Survey. 2012*. Pyongyang. Rapport également disponible à l'adresse suivante: [http://www.wfp.org/sites/default/files/eng\\_final\\_Preliminary%20report\\_2.pdf](http://www.wfp.org/sites/default/files/eng_final_Preliminary%20report_2.pdf).

13. Bien que la prévalence moyenne de l'émaciation ait reculé de 5,2 pour cent en 2009 à 4 pour cent en 2012 à l'échelle nationale, elle a atteint 6,1 pour cent dans la province de Ryanggang<sup>7</sup>. On constate la persistance de facteurs aggravants tels que la vulnérabilité face aux chocs, l'inadéquation des pratiques d'alimentation des nourrissons et un taux de morbidité de 14 pour cent. La malnutrition aiguë est saisonnière, et la malnutrition aiguë globale peut s'aggraver rapidement<sup>8</sup>. Les enfants de 6 à 23 mois sont les plus exposés<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Bureau central de la statistique. 2010. *DPRK Multiple-Indicator Cluster Survey. 2009. Final Report*. Pyongyang. Rapport disponible à l'adresse suivante: [http://www.childinfo.org/files/MICS\\_DPRK\\_2009.pdf](http://www.childinfo.org/files/MICS_DPRK_2009.pdf).

<sup>5</sup> Bureau central de la statistique/UNICEF. 2012. *DPRK: Preliminary Report of the National Nutrition Survey. 2012*. Pyongyang. Rapport également disponible à l'adresse suivante: [http://www.wfp.org/sites/default/files/eng\\_final\\_Preliminary%20report\\_2.pdf](http://www.wfp.org/sites/default/files/eng_final_Preliminary%20report_2.pdf).

<sup>6</sup> La prévalence du retard de croissance est jugée "modérée" entre 20 et 29 pour cent, "élevée" entre 30 et 39 pour cent et "très élevée" à partir de 40 pour cent. OMS. 1995. Informations disponibles à l'adresse suivante: <http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>.

<sup>7</sup> La situation est considérée comme médiocre lorsque la prévalence de l'émaciation est comprise entre 5 et 9 pour cent, grave entre 10 et 14 pour cent et critique au-dessus de 15 pour cent. OMS. 1995. Informations disponibles à l'adresse suivante: <http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>.

<sup>8</sup> Ces caractéristiques ont été mises en évidence par les mesures du périmètre brachial effectuées conjointement par l'UNICEF et le PAM en octobre et novembre 2011.

14. L'allaitement maternel exclusif est recommandé pendant les six premiers mois, mais les nourrissons ont ensuite besoin d'aliments complémentaires pour poursuivre leur croissance. L'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2009 a révélé qu'un tiers seulement des mères commençaient à donner des aliments complémentaires adaptés à leurs enfants en bas âge, ce qui explique en partie les taux de retard de croissance élevés constatés.
15. Les carences en micronutriments sont très répandues: 28,7 pour cent des enfants de 6 à 59 mois et 31,2 pour cent des femmes de 15 à 49 ans sont anémiés<sup>5</sup>. À partir de 20 pour cent, la prévalence de l'anémie est considérée sur le plan international comme un problème de santé publique.

## **POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS**

### **Politiques, capacités et actions du Gouvernement**

16. Les priorités du Gouvernement sont les suivantes: i) amélioration de la qualité de vie de la population; ii) développement de la métallurgie et de l'industrie minière; iii) développement social, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation; iv) développement durable de l'environnement; et v) amélioration de la gestion économique, développement des sciences et des technologies, et promotion des investissements étrangers.
17. Le niveau de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est inégal: atteindre l'OMD 1<sup>9</sup> demeure une gageure; pour l'OMD 2, la politique d'éducation obligatoire gratuite pendant 12 ans permet à tous les enfants d'achever le cycle d'enseignement secondaire; et s'agissant de l'OMD 3, la République populaire démocratique de Corée œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La situation en matière de nutrition reste préoccupante.

### **Politiques, capacités et actions d'autres intervenants importants**

18. L'équipe de pays des Nations Unies comprend sept organismes résidents<sup>10</sup> et huit organismes non résidents. C'est le Cadre stratégique des Nations Unies pour 2012–2015 qui guide les activités menées par les organismes des Nations Unies pour aider le Gouvernement à mettre en œuvre ses priorités.
19. En 2005, le Gouvernement a annoncé que les organisations non gouvernementales devaient cesser leurs activités et quitter le pays. Il a été convenu, toutefois, que Première urgence, Save the Children, Concern Worldwide, German Agro-Action Triangle et Handicap International continueraient d'opérer en tant qu'unités d'appui aux programmes de l'Union européenne. Certaines organisations non résidentes, en particulier parmi celles qui sont basées au Canada, aux États-Unis d'Amérique et en République de Corée, continuent d'intervenir dans quelques régions du pays.

<sup>9</sup> OMD 1: réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 2: assurer l'éducation primaire pour tous; OMD 3: promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4: réduire la mortalité infantile; OMD 5: améliorer la santé maternelle.

<sup>10</sup> Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, FAO, Fonds des Nations Unies pour la population, OMS, PAM, Programme des Nations Unies pour le développement et UNICEF.



## Coordination

20. Pour compléter les activités menées par le PAM en matière de nutrition infantile, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournit des suppléments en vitamine A et des traitements anthelminthiques destinés aux enfants de moins de 5 ans ainsi que des comprimés d'iode pour les femmes enceintes, et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appuie le déparasitage des enfants de 6 à 16 ans; ces deux organisations assurent également des vaccinations. L'OMS, le PAM et l'UNICEF collaborent avec le Ministère de la santé publique pour réviser les directives relatives à la gestion communautaire de la malnutrition aiguë; le PAM, Save the Children et l'UNICEF ont évalué 50 comtés dans le cadre de cette composante. Le PAM est membre du groupe de travail interinstitutions sur la nutrition, qui se réunit une fois par mois. Le Gouvernement, la FAO et le PAM effectuent tous les ans une mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire.
21. Dans les situations d'urgence, le Coordonnateur résident des Nations Unies organise l'intervention des Nations Unies. Le groupe interinstitutions de planification des interventions d'urgence comprend le Gouvernement, des organismes donateurs, les unités d'appui aux programmes de l'Union européenne, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Comité international de la Croix-Rouge, la Direction du développement et de la coopération suisse, et des organismes des Nations Unies. Des groupes sectoriels peuvent être constitués pour coordonner les interventions d'urgence menées dans les domaines suivants: sécurité alimentaire et agriculture; santé et nutrition; éducation et protection; redressement accéléré; et eau et assainissement.

## OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

22. En accord avec le Gouvernement et conformément au Cadre stratégique des Nations Unies et à l'Objectif stratégique 3 du PAM<sup>11</sup>, l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200532 vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes et les régions montagneuses, en donnant la priorité aux enfants et aux femmes. L'intervention fait suite à l'IPSR 200114 et contribuera à la réalisation des OMD 1 à 5. Ses objectifs sont les suivants:
- réduire la faim et la dénutrition chez les enfants et les femmes en apportant un appui nutritionnel destiné à améliorer la diversité de l'alimentation au moyen de repas distribués dans les établissements scolaires et préscolaires et d'un soutien nutritionnel ciblé;
  - restaurer et reconstituer les moyens de subsistance afin de renforcer la sécurité alimentaire par l'intermédiaire d'activités Vivres pour le développement communautaire (VPDC); et
  - aider le Gouvernement à réduire la faim et la dénutrition grâce à la production locale d'aliments enrichis.

<sup>11</sup> Objectif stratégique 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

## STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

### Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

23. Depuis 1995, le PAM a fourni 4,5 millions de tonnes de vivres à la République populaire démocratique de Corée dans le cadre de ses opérations d'urgence et de ses IPSR. L'IPSR précédente (200114) était programmée de juillet 2010 à juin 2012, mais les pénuries alimentaires survenues en 2011 ont amené le Gouvernement à solliciter une aide alimentaire d'urgence, à la suite de laquelle le PAM a mis en œuvre l'opération d'urgence 200266, qui s'est déroulée d'avril 2011 à juin 2012<sup>12</sup>. L'assistance du PAM se poursuivra dans le cadre de l'IPSR 200114, qui se terminera le 30 juin 2013.
24. Le PAM a concentré l'assistance alimentaire sur les enfants et les femmes de façon à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, au moyen d'un appui nutritionnel, de la production locale d'aliments composés enrichis en vitamines et en sels minéraux et d'activités VPDC. Les aliments enrichis contribueront à remédier aux carences en micronutriments, en lipides et en protéines du régime alimentaire quotidien, carences qui freinent le développement physique et intellectuel. Pour un grand nombre d'enfants en bas âge et de mères, les vivres distribués par le PAM sont la principale source de protéines animales et de micronutriments.
25. La production locale d'aliments enrichis est au cœur des activités que mène le PAM depuis 1998: 14 usines produisent des biscuits et du SuperCereal, qui ont contribué à faire diminuer la prévalence de la malnutrition.
26. Le Gouvernement participe aux opérations du PAM en fournissant des usines, des entrepôts, du personnel, de l'électricité et des services de maintenance. Sous la supervision du PAM, le Gouvernement assure le transport des vivres des ports jusqu'aux usines et distribue des biscuits et du SuperCereal par l'intermédiaire des établissements pour enfants ou, pour les femmes, par l'intermédiaire des centres publics de distribution, où elles peuvent obtenir des vivres en présentant leur carte de ration du PAM.
27. Le PAM fournit des ingrédients pour fabriquer les biscuits et le SuperCereal (préparation culinaire composée de sel iodé et de bicarbonate de soude et prémélange de vitamines et de sels minéraux) ainsi que des matériaux d'emballage et des pièces détachées, et il apporte des connaissances techniques dans les domaines de la transformation et de l'enrichissement des aliments. La production locale est nettement moins coûteuse que les importations. Plusieurs années de partenariat ont permis au PAM de renforcer le savoir-faire des partenaires locaux, qui font aujourd'hui partie intégrante du réseau national de production.
28. Depuis 1996, les projets VPDC portent essentiellement sur les activités suivantes: remise en état des digues et dragage des cours d'eau, plantation d'arbres, nivellement des terrains et amélioration des sols, afin de protéger l'environnement et de donner accès à une eau salubre. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les capacités des autorités locales à se préparer aux catastrophes et à y faire face.

<sup>12</sup> L'IPSR 200114 a été suspendue pendant l'opération d'urgence 200266 pour éviter les chevauchements.

## Grands axes de la stratégie

29. La présente IPSR, qui s'appuie sur l'expérience acquise au cours des précédentes opérations menées en République populaire démocratique de Corée, vise à lutter contre les répercussions de la dénutrition et à renforcer les moyens de subsistance des populations ciblées au moyen d'un appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes, d'activités VPDC et de la production locale d'aliments.

⇒ *Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes*

30. Le PAM entend fournir des aliments enrichis aux enfants dans les crèches, les écoles maternelles, les hôpitaux et les internats, ainsi que des biscuits enrichis aux élèves des écoles primaires, en vue de réduire la malnutrition aiguë et la malnutrition chronique et de les stabiliser. Des repas cuisinés nutritifs seront distribués aux enfants hospitalisés. En République populaire démocratique de Corée, les soins de santé sont gratuits, et 99,8 pour cent des femmes bénéficient de soins anténatals et de la présence d'un personnel qualifié à l'accouchement<sup>13</sup>. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront des aliments composés enrichis, des légumes secs et de l'huile pour préserver leur état nutritionnel. Les enfants et les femmes souffrant de malnutrition recevront en plus du SuperCereal.

31. L'intervention du PAM concernera 11 000 crèches, 4 500 écoles maternelles, 2 100 écoles primaires, 130 services de pédiatrie, 40 internats et 1 450 centres publics de distribution répartis dans 85 comtés et neuf provinces.

⇒ *Activités Vives pour le développement communautaire*

32. Pendant la saison de soudure, le PAM met notamment en œuvre des activités visant à se préparer aux catastrophes naturelles et à y faire face. Aux côtés de la FAO, de l'UNICEF, du Ministère du territoire et de la protection de l'environnement et du Ministère de l'agriculture, le PAM aidera à préserver les terres agricoles, à planter des arbres, à draguer les cours d'eau et à remettre en état les canaux d'irrigation, les berges et les infrastructures endommagés par les inondations. Des dalles de séchage des céréales pourront éventuellement être construites pour réduire les pertes après récolte.

⇒ *Production locale d'aliments*

33. La production locale d'aliments a pour but de procurer aux bénéficiaires ciblés des produits équilibrés sur le plan nutritionnel, enrichis en micronutriments et faciles à digérer: 101 000 tonnes d'aliments enrichis seront produits dans 14 usines au cours de cette intervention.

## Stratégie de transfert des responsabilités

34. Le Gouvernement, conscient qu'il ne peut pas se reposer sur l'assistance alimentaire internationale, privilégie les mesures destinées à améliorer la sécurité alimentaire nationale. Pour autant, étant donné que l'aide extérieure sera manifestement nécessaire à courte et moyenne échéance, le PAM continuera de renforcer les capacités dans les domaines suivants: i) conception et mise en œuvre des politiques et des programmes de nutrition; ii) fourniture d'un appui aux homologues en matière de production vivrière locale et de gestion des produits alimentaires dans la perspective d'un transfert des responsabilités; et iii) préparation aux catastrophes.

<sup>13</sup> Bureau central de la statistique. 2010. *Reproductive Health Survey. 2010*. Pyongyang.

## BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

35. L'assistance apportée par le PAM ciblera les provinces et les comtés les plus exposés à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition. La mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire de 2012, l'enquête nationale sur la nutrition de 2012 et les évaluations du PAM montrent que les zones concernées se trouvent surtout dans les régions montagneuses du Nord et du Nord-Est, où il est difficile d'accéder aux populations et où la production vivrière est plus faible, ainsi que dans le sud-ouest du pays.
36. Les comtés ciblés dans le cadre de l'IPSR 200532 sont sélectionnés en concertation avec le Gouvernement. Afin que l'intervention soit aussi efficace que possible, toutes les activités seront mises en œuvre dans chacun des comtés; 60 pour cent des bénéficiaires seront des citoyens parce que leur sécurité alimentaire est plus incertaine, leur accès à la nourriture étant insuffisant.
37. Les enfants et les femmes seront les principaux groupes bénéficiaires de l'assistance fournie par le PAM, car ils sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition.
38. Les activités VPDC seront axées sur les comtés en situation d'insécurité alimentaire ou exposés aux catastrophes naturelles, dans les provinces jugées prioritaires par le PAM et le Gouvernement; les participants seront sélectionnés en fonction des critères définis dans les directives relatives à ce type d'activités.

**TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ**

Activité		Bénéficiaires	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes	Repas distribués dans les établissements scolaires et préscolaires	Pouponnières (de la naissance à 4 ans) <sup>a</sup>	2 000	2 000	<b>4 000</b>
		Maisons d'enfants (5 et 6 ans)	2 000	2 000	<b>4 000</b>
		Internats (de 7 à 16 ans)	4 000	4 000	<b>8 000</b>
		Crèches (de 6 mois à 4 ans)	385 000	400 000	<b>785 000</b>
		Écoles maternelles (5 et 6 ans)	261 000	271 000	<b>532 000</b>
		Écoles primaires (de 7 à 10 ans)	460 000	478 000	<b>938 000</b>
	Appui nutritionnel ciblé <sup>b</sup>	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	490 000	<b>490 000</b>
		Enfants malades hospitalisés (de 6 mois à 16 ans)	56 000	59 000	<b>115 000</b>
		Enfants souffrant de malnutrition (de 6 mois à 4 ans)	106 000	110 000	<b>216 000</b>
		Femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition	–	72 000	<b>72 000</b>
VPDC	Participants aux activités VPDC et membres de leur ménage <sup>c</sup>	157 000	163 000	<b>320 000</b>	
<b>TOTAL</b>			<b>1 433 000</b>	<b>2 051 000</b>	<b>3 484 000</b>
<b>Total après ajustement<sup>d</sup></b>			<b>944 000</b>	<b>1 449 000</b>	<b>2 393 000</b>

<sup>a</sup> Les enfants qui se trouvent en pouponnière y sont admis dès la naissance. Les vivres fournis par le PAM sont distribués uniquement aux enfants de plus de 6 mois. Le lait maternel est recommandé pour les nourrissons de moins de 6 mois.

<sup>b</sup> Sur la base d'une moyenne de 5 pour cent d'enfants et de femmes souffrant de malnutrition aiguë.

<sup>c</sup> Participants plus deux membres de leur famille.

<sup>d</sup> Les bénéficiaires participant à plusieurs activités ne sont comptés qu'une fois.

## ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

39. L'assistance alimentaire du PAM viendra compléter les rations fournies par les pouvoirs publics dans le cadre du système public de distribution et sera déterminée en fonction des besoins des bénéficiaires en protéines, en lipides et en micronutriments. Les céréales prévues dans le cadre des activités VPDC seront distribuées pendant les saisons de soudure, lorsque la sécurité alimentaire des ménages se dégrade. Les enfants vivant en internat ou hospitalisés, qui doivent pouvoir compter sur un assortiment alimentaire complet tous les jours, recevront des rations correspondant à une part importante de leurs besoins alimentaires.
40. L'assortiment alimentaire destiné aux enfants comprend des céréales, des légumes secs et de l'huile afin de satisfaire aux besoins énergétiques et nutritionnels. L'accès des enfants et des femmes à des aliments enrichis sera assuré tout au long de l'année. Ceux d'entre eux qui souffrent de malnutrition recevront des rations conçues pour traiter la malnutrition aiguë modérée et les rations préventives destinées aux enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

**TABLEAU 3: RATION ALIMENTAIRE, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)<sup>a</sup>**

	Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes										VPDC
	Repas distribués dans les établissements scolaires et préscolaires						Appui nutritionnel ciblé				
	Pouponnières	Maisons d'enfants	Internats	Crèches	Écoles maternelles	Écoles primaires	Prévention de la malnutrition aiguë modérée <sup>b</sup>	Enfants hospitalisés	Traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants <sup>c</sup>	Traitement de la malnutrition aiguë modérée <sup>b, c</sup>	Ménages
SuperCereal	200	100	100	100	100	-	100	200	100	100	-
Biscuits	30	60	60	30	60	60	-	-	-	-	-
Légumes secs	50	50	50	50	50	-	167	50	-	-	-
Huile	25	25	25	25	25	-	56	25	-	-	-
Céréales	50	150	250	50	150	-	-	150	-	-	2 000
<b>Total (g)</b>	<b>355</b>	<b>385</b>	<b>485</b>	<b>255</b>	<b>385</b>	<b>60</b>	<b>323</b>	<b>425</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>2 000</b>
Kcal/jour	1 500	1 550	1 900	1 100	1 550	240	1 400	1 750	400	400	-
% kcal d'origine protéique	10	9	9	10	9	8	12	10	16	10	-
% kcal d'origine lipidique	29	24	19	31	24	25	41	23	23	18	-
Nombre de jours de distribution par an	365	365	365	300	250	250	365	365	90	90	45

<sup>a</sup> Les enfants vivant en institution et les enfants hospitalisés dépendent en grande partie des vivres fournis par le PAM.

<sup>b</sup> Femmes enceintes et mères allaitantes.

<sup>c</sup> Ration fournie en plus de la ration de prévention de la malnutrition aiguë modérée.

**TABLEAU 4: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)**

	Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes										VPDC	TOTAL
	Repas distribués dans les établissements scolaires et préscolaires						Appui nutritionnel ciblé					
	Pouponnières	Maisons d'enfants	Internats	Crèches	Écoles maternelles	Écoles primaires	Prévention de la malnutrition aiguë modérée <sup>a</sup>	Enfants hospitalisés	Traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants	Traitement de la malnutrition aiguë modérée <sup>a</sup>	Ménages	
SuperCereal	360	144	468	32 635	13 832	-	12 096	691	1 944	648	-	<b>62 818</b>
Biscuits	54	86	281	9 791	8 299	19 500	-	-	-	-	-	<b>38 011</b>
Céréales	90	216	1 170	5 439	8 299	-	-	518	-	-	9 605	<b>25 338</b>
Légumes secs	90	72	234	16 318	6 916	-	20 200	173	-	-	-	<b>44 003</b>
Huile	45	36	117	8 159	3 458	-	6 774	86	-	-	-	<b>18 675</b>
<b>TOTAL</b>	<b>639</b>	<b>554</b>	<b>2 270</b>	<b>72 341</b>	<b>40 804</b>	<b>19 500</b>	<b>39 070</b>	<b>1 469</b>	<b>1 944</b>	<b>648</b>	<b>9 605</b>	<b>188 845<sup>b</sup></b>

<sup>a</sup> Femmes enceintes et mères allaitantes.

<sup>b</sup> Ce chiffre équivaut à 206 806 tonnes de blé, maïs, riz, huile végétale, lait écrémé, soja et sucre, à transformer en SuperCereal et en biscuits.

## MODALITÉS D'EXÉCUTION

### Partenaires et capacités

41. Le Comité national de coordination, qui relève du Ministère des affaires étrangères, continuera de coordonner l'assistance fournie par le PAM.

⇒ *Appui nutritionnel en faveur des enfants et des femmes*

42. Des aliments enrichis seront livrés aux établissements, et les rations destinées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes seront fournies par l'intermédiaire des centres publics de distribution sur présentation des cartes de ration du PAM. L'UNICEF procurera des aliments thérapeutiques (Plumpy'nut® et F-100) aux enfants hospitalisés, et il livrera également des micronutriments en poudre aux pouponnières qui ne bénéficient pas des aliments enrichis distribués par le PAM.

⇒ *Activités Vivres pour le développement communautaire*

43. Le PAM et ses partenaires collaboreront sous la houlette du Ministère du territoire et de la protection de l'environnement et du Ministère de l'agriculture.

⇒ *Production locale d'aliments*

44. Le PAM continuera de fournir des matières premières et des crédits pour les équipements, des emballages, le prémélange composé de vitamines et de sels minéraux et des pièces détachées. Le Gouvernement exploitera les usines, emploiera les travailleurs, fournira l'électricité, entretiendra les bâtiments et transportera les produits jusqu'aux établissements bénéficiaires.

⇒ *Partenaires*

45. Le PAM collaborera dans les domaines et avec les partenaires ci-après:

- nutrition, aux côtés de l'UNICEF et de l'OMS – réfection des hôpitaux et des lieux d'accueil des enfants, formation de sages-femmes et de personnel soignant, formation des mères aux bonnes pratiques de soin et distribution de matériel pédagogique;
- agriculture, aux côtés de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement – restauration des sols et remise en état des infrastructures endommagées, et réalisation de petits canaux d'irrigation; et
- eau et assainissement, aux côtés de l'UNICEF – accès à de l'eau potable, assainissement et hygiène.

### Plans d'achat et logistique

46. Tous les vivres seront importés, car il est impossible de s'en procurer sur les marchés locaux. Ils seront achetés en priorité sur les marchés de la région pour limiter le plus possible les coûts et les délais de livraison.

47. Le PAM se chargera d'expédier les vivres en République populaire démocratique de Corée, en vrac ou en sacs, via les ports de Nampo, Hungnam et Chongjin. Les points de départ possibles pour le transport ferroviaire sont Sinuiju et Namyang.

48. Les pouvoirs publics assureront le déchargement des cargaisons et le transport des vivres jusqu'aux entrepôts des provinces, des comtés et des usines et jusqu'aux points de distribution finale, conformément aux plans convenus avec le PAM, qui assurera la logistique et fournira les autres équipements nécessaires pour faciliter la manutention aux ports, le stockage et le transport.
49. Les pouvoirs publics seront chargés de toutes les étapes du transport intérieur, du stockage et de la distribution des vivres. Le PAM remboursera une partie des coûts de transport en prenant en charge 15 dollars É.-U. par tonne, qui sera portée sur les bordereaux d'expédition et enregistrée dans le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) du PAM aux fins de vérification.
50. Comme convenu aux termes de la lettre d'entente signée par le Gouvernement et le PAM pour les besoins de l'IPSR 200114, ce dernier aura accès à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en place en République populaire démocratique de Corée, et ce conformément à son plan initial de distribution; les produits alimentaires seront distribués aux bénéficiaires et aux établissements conformément à un deuxième plan établi en fonction de la répartition géographique et du nombre de bénéficiaires prévu ainsi que du nombre de jours de distribution.

### **Articles non alimentaires**

51. Comme auparavant, les articles non alimentaires imputés à la catégorie des autres coûts opérationnels directs seront surtout des pièces détachées, des emballages et le prémélange de vitamines et de sels minéraux destiné aux aliments composés. Le PAM fournira aux communautés des outils leur permettant de réaliser des projets de préparation aux catastrophes et de redressement.

---

## **SUIVI DES RÉSULTATS**

52. Au PAM, le suivi repose sur les principes de la gestion axée sur les résultats. Le PAM assurera le suivi des indicateurs d'effet direct (voir l'annexe II) et recueillera des données sur la nutrition grâce à un suivi régulier ou à des évaluations nutritionnelles rapides. Un examen à mi-parcours de l'IPSR 200532 sera réalisé en 2014.
53. Comme pour les IPSR précédentes, une lettre d'entente signée entre le PAM et le Gouvernement permettra au PAM d'accéder aux zones d'intervention exposées à l'insécurité alimentaire, aux ménages, aux établissements pour enfants, aux marchés et aux entrepôts pour les besoins du suivi et de l'évaluation. Lors des visites de suivi, le PAM fera appel à des membres du personnel recrutés sur le plan international parlant coréen.
54. Des listes de contrôle seront utilisées pour effectuer le suivi dans les établissements pour enfants, les hôpitaux, les centres publics de distribution et auprès des ménages, afin de s'assurer que l'assistance alimentaire fournie par le PAM parvient aux bénéficiaires en temps voulu. Des rapports récapitulant les distributions par province sont présentés au PAM une fois par mois.

## GESTION DES RISQUES

55. Si l'appui des donateurs et les fonds destinés à l'IPSR 200532 se révélaient insuffisants, il y aurait un risque de rupture des filières d'approvisionnement, ce qui perturberait la production des aliments enrichis et conduirait le PAM à affecter un personnel moins nombreux à la gestion de l'intervention.
56. Si les besoins alimentaires devaient augmenter en raison de catastrophes naturelles, le bureau de pays affecterait jusqu'à 15 pour cent des ressources prévues pour l'IPSR 200532 à une intervention immédiate, en attendant d'élaborer une révision budgétaire ou de mettre sur pied une opération d'urgence.

### Gestion des risques de sécurité

57. Le Gouvernement (par le biais des Services du protocole du Ministère des affaires étrangères) est responsable de la sécurité du personnel des Nations Unies et des autres personnels internationaux, et il s'est engagé à fournir un soutien logistique en cas d'évacuation médicale.
58. Le bureau de pays applique les normes minimales de sécurité opérationnelle; tous les membres du personnel ont suivi une formation de sensibilisation à la sécurité. L'utilisation de radios embarquées dans les véhicules améliore la sécurité du personnel et l'efficacité opérationnelle.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	115 301	41 774 830	
Légumes secs	48 915	51 263 255	
Huile et matières grasses	25 071	22 563 559	
Autres	17 519	21 343 412	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>206 806</b>	<b>136 945 056</b>	
<b>Total, produits alimentaires</b>			<b>136 945 056</b>
Transport extérieur			20 575 214
Transport terrestre, entreposage et manutention			5 170 138
Autres coûts opérationnels directs			12 049 842
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			12 079 031
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>186 819 281</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			13 077 350
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>199 896 630</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé aux fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Le chiffre indicatif est donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	7 924 579
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	113 468
Personnel local – agents des services généraux	243 235
Personnel local – personnel temporaire	75 323
Primes de risque et primes de sujétion	109 200
Consultants internationaux	431 066
Voyages officiels du personnel	1 192 260
<b>Total partiel</b>	<b>10 089 131</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location des locaux	444 418
Charges courantes (électricité, etc.)	69 960
Fournitures de bureau et petit matériel	360 000
Services de communication	172 459
Réparation et entretien du matériel	30 000
Exploitation et entretien des véhicules	393 493
Aménagement des bureaux et réparations	64 750
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	113 520
<b>Total partiel</b>	<b>1 648 600</b>
<b>Dépenses de matériel et d'équipement</b>	
Location de véhicules	285 600
Matériel de communication	42 900
Dépenses locales de sécurité	12 800
<b>Total partiel</b>	<b>341 300</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>12 079 031</b>

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</b>		
<b>Effet direct 1.1</b> Consommation alimentaire adéquate des ménages, des communautés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés ciblés durant la période couverte par l'assistance du PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages</li> </ul> Référence: 15% Cible: 40% des ménages obtiennent un score de 42 ou supérieur.	Les visites de suivi et d'évaluation se déroulent comme prévu. Un assortiment alimentaire complet, composé notamment de légumes secs et d'huile, est disponible et distribué en temps voulu.
<b>Effet direct 1.2</b> Réduction de la malnutrition aiguë chez les groupes de population ciblés, notamment les enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence d'un périmètre brachial inférieur aux normes chez les enfants de moins de 5 ans</li> </ul> Référence: 14,1% en novembre 2011 Cible: < 10%	Dans les comtés bénéficiant de l'assistance du PAM, le périmètre brachial des enfants est mesuré tous les ans en novembre <sup>1</sup> . Des vivres, notamment du SuperCereal, sont fournis sans interruption aux enfants accueillis dans les pouponnières et les crèches.
<b>Effet direct 1.3</b> Amélioration de l'accès des communautés ciblées à une eau propre et saine et à des terres protégées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion des communautés bénéficiant de l'assistance du PAM, dont l'accès à une eau propre et saine est amélioré</li> </ul> Cible: 100% <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion des terres arables protégées dans les communautés ciblées</li> </ul> Cible: 100%	Un programme d'entretien visant à pérenniser les avoirs créés est mis en place. Des articles non alimentaires sont disponibles. Les participants sont disponibles pendant les semailles et les récoltes. Le mauvais temps n'empêche pas la mise en œuvre des projets.
<b>Effet direct 1.4</b> Maintien de la capacité locale de production d'aliments enrichis	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion des quotas mensuels de production atteints, par produit</li> </ul> Référence: 50% en 2011 Cible: 60%	Les matières premières, le prémélange et les emballages sont disponibles. L'alimentation électrique est assurée et des pièces détachées sont disponibles.

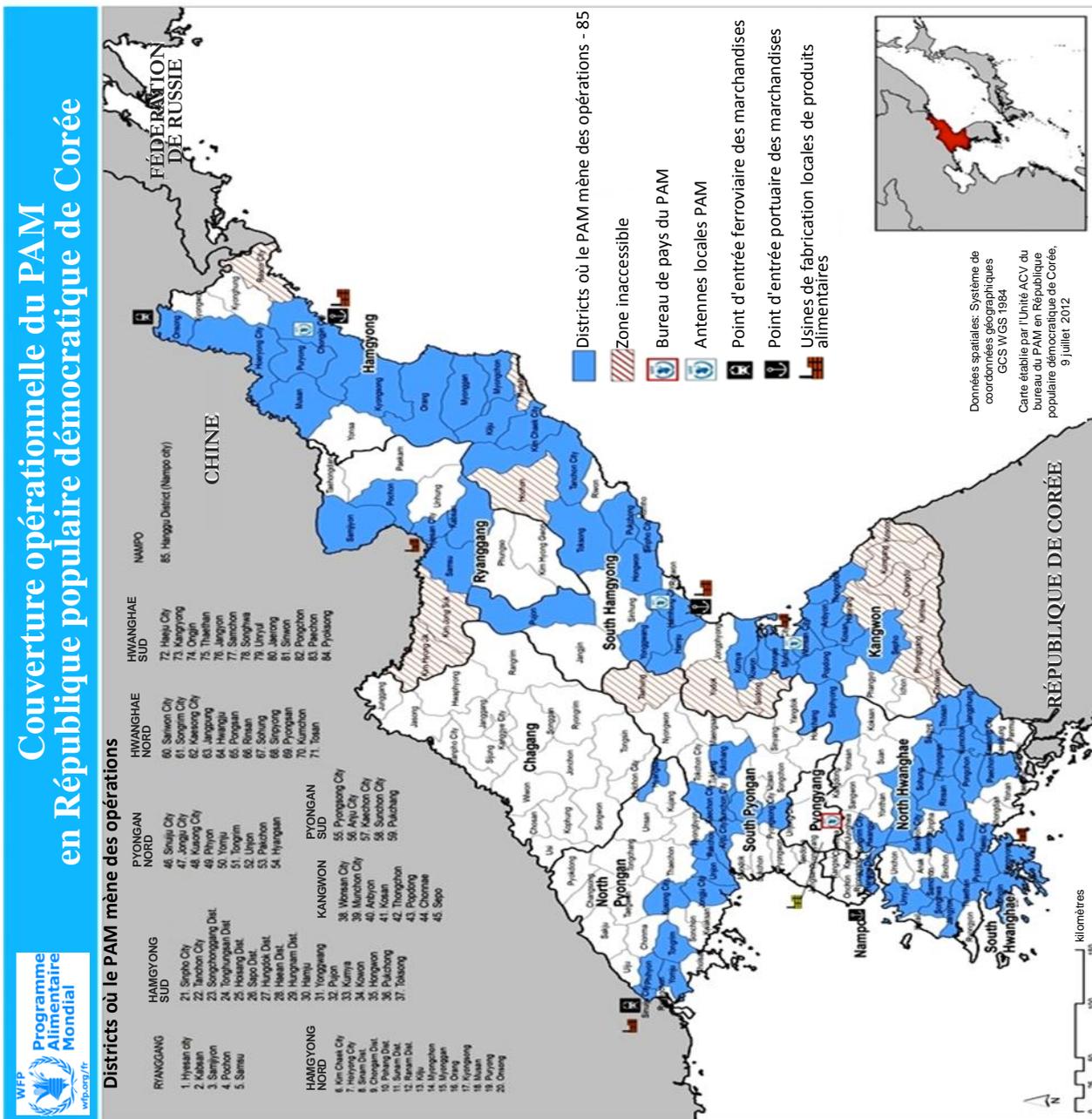
<sup>1</sup> Si le périmètre brachial ne peut pas être évalué, le PAM peut utiliser les constatations issues de l'enquête nationale sur la nutrition de 2012, qui sont représentatives à l'échelle des comtés et des provinces, mais ne sont donc pas pleinement comparables.

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</b>		
<p><b>Produit 1.1</b> Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, par catégorie et activité, et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribuée, par type, en pourcentage des distributions prévues et effectives</li> </ul>	<p>Les vivres, notamment les aliments enrichis, sont disponibles et distribués en temps voulu.</p> <p>Le transport est assuré en temps voulu.</p> <p>La production vivrière locale est suffisante et des intrants sont disponibles en quantité suffisante.</p> <p>Les ressources financières sont suffisantes.</p> <p>Les établissements sont accessibles.</p>
<p><b>Produit 1.2</b> Avoirs créés, renforcés et restaurés dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de communautés bénéficiant de l'assistance du PAM dotées d'une infrastructure améliorée</li> <li>➤ Kilomètres de tuyaux installés</li> <li>➤ Kilomètres de digues construites ou réparées</li> <li>➤ Superficie en hectares de terres protégées ou aménagées</li> </ul>	<p>Un programme d'entretien visant à pérenniser les avoirs créés est mis en place.</p> <p>Des articles non alimentaires sont disponibles.</p> <p>Les participants sont disponibles pendant les semailles et les récoltes.</p> <p>Le mauvais temps n'empêche pas la mise en œuvre des projets.</p>
<p><b>Produit 1.3</b> Aliments enrichis produits</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'usines de produits alimentaires appuyées</li> </ul> <p>Cible: 14</p>	<p>Les matières premières et les pièces détachées sont disponibles.</p> <p>Une assistance technique est disponible.</p>



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VPDC	Vivres pour le développement communautaire